

Bruxelles, c'est d'abord une ville
Carte blanche, *Le Soir*, 3 février 2007 (p. 19)

La prochaine phase de la réforme de l'Etat sera vitale pour Bruxelles. Il s'agira en effet de sortir du carcan de la pensée communautariste et de réfléchir à la création de bons instruments pour un projet urbain. Bruxelles, en effet, c'est d'abord et avant tout une ville, une petite métropole. Or, pendant que les Belges font à coups de réformes ce que d'autres ont fait au 19^e siècle, notamment former des Etats-nations, la mondialisation a créé un contexte post-national. Dans ce nouveau contexte, les villes sont les plaques tournantes, les relais, les nœuds. Qu'on le veuille ou non, le sort de Bruxelles sera joué dans cette nouvelle géographie politique beaucoup plus que dans les restructurations de l'Etat belge.

Et, une ville n'est pas un pays. Dans un pays, la société se construit sur base d'une nation, d'une histoire partagée, d'identité et de représentation. Les villes par contre sont constituées par des flux et des migrations qui incessamment les peuplent de nouveaux venus. Les liens ne peuvent y être fondés par des racines communes. La solidarité et la cohésion entre citoyens dépendent d'un projet pour le présent et l'avenir, qui ne peut qu'être le produit d'une co-production plurielle. La ville est nécessairement hybride, mélangée et métissée et son devenir doit être continuellement tissé et re-tissé dans le cadre de processus participatifs. Et voilà précisément, ce qui est tellement difficile à faire à Bruxelles.

En effet, Bruxelles est une ville amputée de son urbanité par l'Etat belge. Le carcan régional coupe le million d'habitants du centre des 800.000 autres qui habitent sa zone métropolitaine. Les deux gouvernements régionaux n'ont même pas de structure de concertation en matière d'urbanisme ou de planification. Bruxelles est dirigée par un Ministre-Président qui ne dispose que de compétences territoriales. Car les compétences culturelles sont aux mains d'encore deux autres institutions étatiques, les communautés, chacune liée à un autre Etat fédéré. Ils agissent sur le terrain à leur guise sans concertation et en fonction de leurs intérêts communautaires. Ainsi, dix pouvoirs publics (!) opèrent simultanément sur ce même territoire sans projet urbain commun. Et puis il y a les 19 communes, toutes avec une tradition politique propre et souvent dominées par des politiciens (très) locaux. Bref, il s'avère de plus en plus inéluctablement que les institutions bruxelloises font partie du problème et non de la solution.

Car comment faire justice à la réalité sociologique et à la vie quotidienne de Bruxelles à partir de ce fatras institutionnel basé sur une idéologie bicommunautaire? Comment représenter la réalité d'une ville qui comprend un tiers de non-Belges et plus de la moitié des habitants qui n'ont rien à voir avec une des deux communautés du pays. Bruxelles, ville de 85% de francophones et de 15% de néerlandophones? Pas tout à fait si l'on observe l'emploi des langues. On ne parle que le français dans une petite moitié des ménages et que le néerlandais dans 9% des cas. Plus de 41% des ménages sont multilingues et ce groupe formera bientôt la majorité. Mais en Belgique, pas moyen de vivre une vie plurilingue. Le modèle belge est basé sur un unilinguisme forcé et donc l'enseignement multilingue reste réservé qu'aux élites européennes. Pas étonnant donc

qu'il y ait un manque de bilingues dans les services! Et si le français reste la *lingua franca*, son emploi généralisé ne représente certainement pas qu'une seule culture. Bruxelles est une ville de minorités, une ville de réseaux qui se croisent, s'articulent et s'entremêlent: il n'y a point de nation ou de communauté qui puisse en revendiquer l'identité ou quelque autre hégémonie que ce soit..

L'écart entre Bruxelles et le reste de la Belgique s'agrandit. Les deux communautés se servent confortablement de la ville comme capitale et fournisseur de travail et de services. Mais les habitants ont une autre expérience que ces volatiles usagers du dehors. Ils sont eux surtout confrontés aux conséquences de grandes inégalités socio-économiques. La région, en seconde position de richesse en Europe, a une population dont le revenu moyen est de 10% sous la moyenne belge ... La moitié vit dans des quartiers défavorisés et elle compte 20% de chômeurs et de pauvres . La demande de logements sociaux est très forte (50%), l'offre très basse (8%). Pour répondre à ces problèmes - aux trois dossiers dramatiques de l'emploi, de l'enseignement et du logement - il faut impérativement que la ville ait prise sur un projet intégral de développement urbain. Les compétences territoriales et les compétences en matières personnalisables doivent donc être combinées. On ne peut pas faire de politique urbaine sans prise sur l'enseignement ou la culture! Il faut donc, au moins, obliger les communautés et la région bruxelloises à faire exister et développer un projet commun. La dynamique et la cohésion sociale doivent reposer sur une coopération des communautés, un secteur interculturel, des initiatives multilingues, une meilleure intégration des étrangers, un travail d'accueil spécifique des nouveaux arrivants et ainsi de suite. Mais on sait bien que ces aspirations et soucis légitimes n'ont pas la moindre place ni dans l'organisation bipolaire et monoculturelle des partis et des médias, ni dans l'apartheid institutionnel de la ville. Le manque de concertation et de coopération des communautés à Bruxelles, leur sectarisme persistant, est en passe de devenir un problème cuisant.

Et c'est exactement ce souci aigu qui s'exprime aujourd'hui dans la société civile bruxelloise et qui fait pression sur le politique. L'appel "Nous existons" (www.bruxsel.org) a réuni un groupe remarquablement diversifié d'initiateurs et de signataires, dont le nombre dépasse les 7000 et s'accroît de jour en jour. Du côté flamand cet appel fut plutôt passé sous silence. En effet, la perspective flamande sur Bruxelles reste très unilatérale et univoque. Mais ceci, c'est aussi la responsabilité de l'attitude défensive de la communauté française à Bruxelles, qui se comporte toujours comme une minorité menacée. Comme si Bruxelles était assiégé par des hordes barbares venue de Flandre et devait se défendre en permanence, au lieu de travailler au développement d'une culture urbaine bruxelloise, c'est-à-dire diversifiée, plurilingue et métissée. Nous leur disons : décrivez-vous ; apprenez à cultiver l'interculturalité, la multiconvivialité, l'enseignement multilingue et les rencontres culturelles qui dépassent allègrement leur propre répertoire communautaire. N'ayez crainte: le français restera encore longtemps la *lingua franca*! Les cultures se parleront en français, sans pour autant être converties à la « culture française ». C'est cela, la réalité multiculturelle bruxelloise !

Nous misons sur le développement d'une politique et d'un «leadership» bruxellois axés sur le caractère urbain et métropolitain de la ville. Un bon régime urbain peut faire la

différence. Mais pour cela il faut sortir Bruxelles du marasme communautaire et anti-urbain belge. C'est la seule piste qui puisse garantir le développement durable de la ville. Cette discussion se déroule actuellement à Bruxelles. Et il serait bien qu'elle s'incruste dans l'agenda politique, tout en stimulant un processus interculturel à Bruxelles même. Mais qu'on se le dise bien clairement: ces défis, discussions et processus n'ont plus rien à voir avec les interminables rixes bicommunautaires qui étouffent la pensée politique de ce pays depuis bien trop longtemps déjà.

Eric Corijn (philosophe et sociologue, VUB)

Serge Gutwirth (juriste et criminologue, VUB)

Isabelle Stengers (philosophe, ULB)